

Brochure n° 3302

Convention collective nationale

**IDCC : 2147. – ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU
ET D'ASSAINISSEMENT**

**AVENANT N° 17 DU 21 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES (OPCO)**

NOR : ASET1950766M

IDCC : 2147

Entre :

FP2E ;

FDEI,

D'une part, et

FO ;

CFE-CGC FDEA ;

INTERCO CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions légales issues de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, l'agrément des organismes paritaires collecteurs agréés expirera au 1^{er} janvier 2019. Un nouvel agrément, sera pris au plus tard le 1^{er} avril 2019 sur le fondement de l'article L. 6332-1-1 du code du travail, sous réserve de l'existence d'un accord de branche conclu à cet effet.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord, portant désignation de l'opérateur de compétences, s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises comprises dans le champ d'application défini à l'article 1^{er} de la convention collective nationale de la branche des entreprises des services d'eau et d'assainissement.

Article 2

Désignation de l'opérateur de compétences dans la branche

Par le présent avenant, les parties signataires affirment leur volonté de poursuivre la collaboration avec OPCALIA et de le désigner par conséquent comme OPCO de la branche, pour assurer les missions définies :

- à l'article L. 6332-1 du code du travail dans sa rédaction applicable au 1^{er} janvier 2019 ;
- au III de l'article 39 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

Cette désignation est subordonnée à l'agrément d'OPCALIA au 1^{er} janvier 2019 en tant qu'opérateur de compétences habilité à intervenir dans un périmètre cohérent intégrant les métiers de l'environnement.

Article 3

Entreprises de moins de 50 salariés

Les parties signataires considèrent que les salariés doivent pouvoir bénéficier des services de l'opérateur de compétences quelle que soit la taille de leur entreprise.

Aussi, le présent accord s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises qui relèvent du champ d'application défini par l'article 1^{er} de la convention collective nationale de la branche des entreprises des services d'eau et d'assainissement, quelle que soit leur taille.

Article 4

Les signataires s'engagent à effectuer sans délai les démarches nécessaires au dépôt légal du présent avenant. Il entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019 et est conclu pour une durée indéterminée.

Les parties se sont mobilisées pour signer le présent avenant avant la fin 2018, et afin que la branche soit une des entités fondatrice d'un nouvel OPCO. Elles expriment leur souhait d'être à même de signer l'accord collectif constitutif de l'opérateur de compétences.

Article 5

Le champ d'application de cet avenant doit être l'ensemble du secteur tel que défini dans l'article 1^{er} de la convention collective nationale, pour ce faire les parties signataires conviennent donc d'en demander l'extension.

Article 6

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé selon les règles du code du travail.

Fait à Paris, le 21 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)